

Michel Husson
RAFFARIN OU LA QUADRATURE DU CERCLE
Rouge n°1975 20 juin 2002

Raffarin aime à se réclamer de « la France d'en bas ». Mais celle-ci risque de ne pas apprécier la réalité de son programme économique et social.

1. Emploi. La conjoncture se retourne et le nouveau gouvernement n'a pas beaucoup d'idées, sinon la mise en œuvre rigide du Pare, et de nouveaux contrats aidés pour les jeunes. L'assouplissement des 35 heures signifie la non-application aux petites entreprises et le laxisme en matière d'heures supplémentaires. Dans ces conditions, il faut s'attendre à un retour en force des plans de licenciements et donc à une nouvelle montée du chômage et de la précarité. Le problème (pour Raffarin), c'est qu'il existe un énorme potentiel de conflictualité accumulé sur ces questions, que les élections n'ont pas fait disparaître. Le passage aux 35 heures a laissé un goût amer chez de nombreux salariés qui profiteront de la première occasion pour remettre en cause les modalités défavorables de la loi Aubry et le gel des salaires qui lui était associé.

2. Revenus. La France d'en bas aspire à une revalorisation du SMIC et des minima sociaux, et à une nouvelle règle de progression des salaires. Sur toutes ces questions, l'action du gouvernement Raffarin ira en sens inverse. Il est en effet absolument décidé à mener une politique d'austérité salariale forcenée. Le refus d'augmenter le SMIC rend d'autant plus injustifiable le choix d'une baisse des impôts sur le revenu qui, combiné à un rétablissement des anciennes modalités de calcul du quotient familial, constitue la réforme fiscale la plus socialement injuste que l'on puisse concevoir. Cadeaux aux riches d'un côté, refus catégorique aux pauvres de l'autre, il faudra parcourir beaucoup de « terrain » pour faire oublier ce déni de justice sociale.

3. Retraites. Le projet de l'UMP vise à instituer des fonds de pension à la française, à étaler l'âge de départ à la retraite, et à aligner les fonctionnaires sur les reculs déjà imposés aux salariés du privé. Mais la morosité de la Bourse fait que l'extension de l'épargne salariale de Fabius ne pourront se faire qu'en accordant des avantages supplémentaires à l'épargne-retraite, de telle sorte que l'offensive contre le régime par répartition apparaîtra ouvertement. Le « libre choix » du départ à la retraite risque d'être top clair : soit vous partez 5 ans plus tard et vous conservez vos droits ; soit vous partez à 60 ans, mais avec une retraite réduite de 15 à 20 %. Quant aux 40 annuités pour les fonctionnaires, c'est l'épée de Damoclès du mouvement social qui menace. Le gouvernement a intérêt à frapper fort et rapidement, comme Balladur en 1993, mais c'est prendre le risque de déclencher la mobilisation.

4. Privatisations. Le programme de Raffarin est discret sur ce point : il se borne à promettre que les « cession de participations publiques » serviront à financer les retraites. Mais l'ouverture à la concurrence, à laquelle Chirac et Jospin ont tous les deux souscrit au sommet de Barcelone, s'accompagnera logiquement d'une autre ouverture, celle du capital, à commencer par EDF et GDF.

Ces quatre têtes de chapitres dessinent la cohérence régressive du programme de Raffarin. Mais on en voit aussitôt les limites. Première contradiction : ce programme n'est pas celui de « la France d'en bas ». Autant la majorité parlementaire est confortable, autant ses projets sont profondément impopulaires, et c'est le grand paradoxe de ce gouvernement. On peut certes remarquer que, sur la plupart des dossiers, il se situe dans le prolongement des orientations de Jospin et Cie. Ainsi l'épargne salariale préparait les fonds de pension, les 35 heures défigurées justifient le retour aux politiques de baisse des charges – « la mesure la plus efficace pour lutter contre le chômage », affirme le programme de l'UMP. Mais sur tous ces points, retraites, emplois, salaires, privatisations, le capital de résistance et de mobilisation demeure important, et, plus inquiétant encore pour le gouvernement, imprévisible.

Ce programme devra être mis en œuvre dans une conjoncture économique morose. Dès lors, les objectifs simultanés de baisse des impôts, de suppression des déficits publics, et de maintien des dépenses, conduisent à une deuxième contradiction autour de leur financement. On en vient déjà à parler d'une hausse des taux de cotisation pour éponger la consultation à 20 euros, et l'accord Unedic est remis en cause par la remontée du chômage. En outre, l'affaissement de la Bourse rend beaucoup moins crédible ce capitalisme patrimonial qui visait à convertir une partie des salariés en actionnaires. Les fonds de pension, les rémunérations financières et les distributions d'actions aux salariés des privatisées sont aujourd'hui des contreparties peu attrayantes aux différentes « réformes » prévues par la droite.

Enfin, la troisième contradiction oppose cette politique aux engagements européens, et elle va être démultipliée par la conjonction des politiques néo-libérales menées dans la plupart des pays. Le gouvernement allemand vient de se plaindre du supposé laxisme français, alors même que Francis Mer suggère que le Pacte de stabilité n'est pas « inscrit dans le marbre ». Il est tout simplement inapplicable, sauf à provoquer une véritable récession au niveau européen. Mais dans ce cas, comment imposer le train de décisions qui se réclament de la logique européenne, à commencer par les pêcheurs et les aiguilleurs du ciel ?

Nous voilà donc dans une situation en partie semblable à celle de 1995. La différence provient de la période d'amélioration économique qui vient de s'achever, et dont une majorité de travailleurs n'a pas eu le sentiment d'avoir bénéficié. Là est la clef des élections récentes, et cela veut dire aussi que malgré les apparences, la légitimité du gouvernement Raffarin est très étroite. C'est en fin de compte les luttes sociales qui détermineront ses marges de manœuvre.

Michel Husson